



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

---

FAAE • NUMÉRO 061 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le jeudi 11 mai 2017**

**Président**

**L'honorable Robert Nault**



## Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 11 mai 2017

• (0950)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Robert Nault (Kenora, Lib.)):** Chers collègues, veuillez retourner à votre place, car nous reprenons nos travaux. La séance est ouverte.

Nous avons siégé à huis clos pendant la première heure et nous sommes maintenant en séance publique. Il n'y a pas de caméra aujourd'hui et vous n'avez donc pas à refaire votre noeud de cravate ou à ajuster votre veste. Nous sommes par contre diffusés en audio en direct.

Permettez-moi tout d'abord de présenter M. Forsyth, directeur exécutif adjoint de l'UNICEF et sous-secrétaire général de l'ONU. Bonjour, monsieur.

Il est accompagné de Dominique Isabelle Hyde, directrice adjointe de la division des partenariats publics.

Comme vous le savez tous, nous traitons aujourd'hui de l'UNICEF et de l'ONU en général. Ce sont des sujets dont nous discutons régulièrement ici, au comité des Affaires étrangères. Comme M. Forsyth se trouvait à Ottawa, nous avons pensé que c'était une excellente occasion de le rencontrer pour discuter avec lui.

Monsieur Forsyth, notre procédure habituelle consiste à demander au témoin de faire une brève déclaration liminaire afin d'expliquer au comité ce qu'il fait, quel est son rôle et quelles sont ses priorités, après quoi nous ouvrons une période de questions.

Comme le temps passe vite, je vous donne tout de suite la parole.

**M. Justin Forsyth (directeur exécutif adjoint de l'UNICEF et sous-secrétaire général de l'ONU, à titre personnel):** Merci, monsieur le président.

Merci aux membres du comité, de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui. C'est un grand honneur. Je sais que votre comité est très important et je veux donc en profiter pour remercier la population canadienne et ses représentants, vous-mêmes, ainsi que le gouvernement du Canada de l'appui que vous consentez aux Nations Unies et, en particulier, à l'UNICEF.

Dans un sens, cette comparution ne pouvait intervenir à un moment plus crucial, comme nous le disions il y a un instant, étant donné les défis auxquels nous sommes confrontés. En effet, le monde traverse actuellement une période très difficile pour les enfants et les familles, les pères et les mères, et les Nations Unies sont au centre de beaucoup de ces défis, aux côtés des gouvernements et de la société civile.

Je pense que le plus intéressant serait de vous entendre exprimer vos positions et vos préoccupations, ainsi que les choses qui vous tiennent à coeur et vos priorités.

Pour ma part, je pensais faire trois choses: tout d'abord, dresser un tableau très général de la situation du monde en ce moment, du point de vue des enfants; ensuite, parler des défis que rencontrent l'UNICEF et les Nations Unies; et, finalement, dire quelques mots des opportunités qui s'offrent au Canada pour faire preuve de leadership à l'égard de certains de ces défis et opportunités.

Parlons d'abord de la situation mondiale du point de vue des enfants. J'en discutais brièvement avec Dominique il y a quelques instants. Comme j'aime beaucoup les films de Clint Eastwood, je lui disais en plaisantant que je pourrais m'inspirer du titre anglais de son célèbre film *The Good, the Bad and the Ugly*, qui me semble résumer parfaitement la situation actuelle. Sans vouloir être frivole, je résumerais la situation en disant qu'elle comporte à la fois du bon, du mauvais et du très mauvais.

Je pense qu'il est important de se pencher sur ces trois aspects. En ce qui concerne le bon, je pense qu'il importe de souligner que le monde a fait des progrès énormes, pas seulement au sujet des enfants, mais aussi au sujet des problèmes globaux qui avaient été identifiés dans les Objectifs de développement du millénaire. Nous avons ainsi réduit de manière spectaculaire le nombre d'enfants qui meurent de diarrhée, de pneumonie ou de paludisme, ainsi que le nombre de mères qui meurent en couches. Nous avons fait des progrès énormes en réussissant à faire sortir de la pauvreté des millions d'habitants de la planète.

Nous nous sommes aussi attaqués à des problèmes particulièrement difficiles, à caractère culturel, comme la mutilation génitale des femmes et le mariage des enfants, mais il faut bien convenir que nous avons fait moins de progrès au sujet de ces questions, qui sont d'ordre plus culturel.

Nous avons aussi fait des progrès énormes en matière de scolarisation des enfants.

Même si les progrès ont été mitigés dans différentes parties du monde, je pense qu'il est important de rappeler que, depuis 15 ou 20 ans, le leadership du Canada dans ces domaines par le truchement des différentes initiatives du G7 et des Nations Unies, ainsi que, bilatéralement, par le truchement de son programme d'aide internationale, a contribué de manière énorme à ces succès, sous différents gouvernements. La population canadienne a également joué un rôle central à cet égard par le truchement des ONG, de l'UNICEF, et d'autres organismes. La question qui se pose maintenant est de savoir comment accélérer et poursuivre ces progrès. Voilà pour le bon.

Je pense que le mauvais se trouve dans ce récapitulatif des progrès — ce qui est d'une certaine manière l'élément central des objectifs de développement durable établis pour 2030, qui sont différents des objectifs de développement du millénaire. Je veux dire par là que nous avons laissé certaines personnes à l'écart de cette évolution. Il s'agit essentiellement d'inégalité et de manque d'équité, avant tout à l'égard des femmes. Dans des pays comme l'Inde, le Pakistan ou le Nigéria, beaucoup de femmes n'ont pas participé à ces progrès, précisément parce que ce sont des femmes. Cela peut être relié à l'existence de castes, des différences tribales ou des problèmes d'identité, à quoi peuvent s'ajouter des questions comme le handicap et la pauvreté.

Je pense que l'un de nos plus gros défis, clairement énoncé dans les objectifs de développement durable, est de ne laisser personne en dehors de la marche du progrès. Les stratégies employées dans le cadre des objectifs de développement du millénaire ne sont pas exactement les mêmes que celles qu'il faut employer à l'égard des personnes qui ont été laissées à l'écart, parce que ces questions plus complexes de culture, d'identité et de sexe jouent un rôle dans la marche du progrès.

Je pense que c'est sur ces questions que le leadership récent du Canada a été vraiment important pour les femmes et pour les filles. C'est une donnée centrale dans toute cette question d'équité.

● (0955)

Je passe maintenant au troisième élément de ma présentation de la situation du monde en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire le très mauvais. Je crois pouvoir dire que nous tous qui oeuvrons dans le domaine de l'humanitaire sommes choqués et horrifiés. Même quand on va sur place voir ce qui se passe, on ne parvient jamais à s'habituer à la terrible détresse à laquelle beaucoup d'enfants sont confrontés dans les divers conflits et crises qui éclatent de par le monde.

Je veux parler, bien évidemment, de la Syrie, où des millions d'enfants ont été déplacés dans les pays voisins. Je sais que certains d'entre vous sont allés en Jordanie et à Zaatari, mais il y a aussi le Liban et la Turquie. Sans compter que la situation est encore pire en Syrie, dans les régions assiégées.

J'ai rencontré récemment dans le nord de la Turquie un groupe de médecins qui ont travaillé avec nous à Alep durant le siège. Ils m'ont raconté comment ils avaient été littéralement obligés de décider quels enfants allaient vivre ou mourir, parce qu'ils manquaient de médicaments. Ils avaient finalement décidé de donner les médicaments à ceux des enfants qui avaient le plus de chances de survivre, ce qui les avait obligés à laisser les autres mourir dans leur hôpital de fortune, en plein milieu du siège d'Alep. Ce sont des situations horribles.

Je pense que ce qui nous a le plus choqués au milieu de cette horreur a été de voir que les enfants sont de plus en plus pris littéralement comme des cibles et que, dans certains cas, ils sont visés par les tireurs, torturés ou punis à cause de leur identité. Et cela ne se passe pas qu'en Syrie. Je me trouvais également assez récemment au Soudan du Sud où le conflit local a provoqué la famine dans l'État Unité, faisant de très nombreuses victimes parmi les enfants. Parfois, les enfants sont recrutés comme soldats et sont délibérément tués afin de faire disparaître leur groupe ethnique. Des enfants sont également punis pour les fautes supposées de leurs parents. Ce genre d'agressions contre les enfants est un phénomène particulièrement dominant dans ces terribles conflits, que ce soit au Soudan du Sud ou au Myanmar, en Birmanie — où je me suis également rendu récemment — à l'égard des enfants rohingyas dans

l'État de Rakhine. Dans certaines régions du monde, on a l'impression que les attaques contre les enfants sont encore plus brutales. Ce n'est pas simplement parce qu'on en parle plus, c'est parce que les enfants sont plus directement visés qu'autrefois et que les attaques sont plus brutales que depuis bien longtemps.

Voilà donc, très brièvement, comment nous voyons le monde du point de vue des progrès réalisés et de l'optimisme que nous ressentons, mais aussi du point de vue des défis à relever en ce qui concerne l'équité ainsi que les attaques plus horribles contre les enfants et le déni de leurs droits fondamentaux.

En ce qui concerne l'UNICEF et les Nations Unies, nous considérons que notre rôle est d'agir au sujet de ces différents éléments — et je tiens à dire que la population et le gouvernement du Canada nous ont accordé un appui crucial à cet égard. En ce qui concerne les progrès que nous voulons continuer à faire, l'UNICEF fournit, par exemple, la moitié des vaccins distribués dans le monde. Nous avons un service énorme, que nous appelons « la division de l'approvisionnement », à Copenhague, qui est le plus gros entrepôt humanitaire au monde. Nous travaillons avec Gavi, avec le Fonds mondial pour l'enfance, avec votre appui et avec celui de nombreux autres gouvernements. Nous vaccinons la moitié des enfants du monde. La question est de savoir comment atteindre ces enfants laissés en dehors de la marche du progrès parce qu'ils vivent dans des régions isolées ou, par exemple, dans les régions frontalières difficiles de l'Afghanistan et du Pakistan où s'est développée une résistance à la vaccination. Ils ne sont pas vaccinés parce qu'ils vivent dans une culture anti-vaccination ou parce que ce sont des filles — le groupe d'enfants le plus souvent laissé pour compte.

À l'UNICEF, la première chose qui nous motive est de savoir si, d'ici à 2030, nous parviendrons à finir le travail que nous avons commencé avec les objectifs de développement du millénaire, afin de pouvoir annoncer que certains de ces problèmes sont résolus. Nous pourrions dire dans 15 ans qu'il n'y a plus d'enfants dont la vie est détruite par la polio et qu'il n'y a plus d'enfants qui meurent de diarrhée ou de pneumonie, mais nous devons focaliser nos efforts sur ceux qui ont été le plus tenus à l'écart du progrès.

Je pense que l'autre chose importante est de savoir comment nous allons répondre à ces situations extrêmement difficiles sur le plan humanitaire au Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et dans le nord du Nigéria. La crise a été officiellement déclarée dans le Soudan du Sud seulement, mais elle est sur le point d'éclater dans ces autres pays. Nous sommes présents sur place dans chacun d'entre eux pour fournir le soutien élémentaire dont ont besoin ces enfants qui souffrent de malnutrition et qui sont sur le point de mourir. Il s'agit de centaines de milliers d'enfants, des millions, en fait, si on fait le total pour ces quatre pays. Il s'agit dans tous les cas d'environnements de travail extrêmement difficiles.

Quand j'étais au Soudan du Sud, je me suis rendu à Bentiu, qui se trouve tout à fait au nord du pays. C'était durant la saison des pluies et on ne pouvait y aller qu'en hélicoptère après un vol de trois heures, c'est dire que c'est une région extrêmement difficile d'accès. À mon arrivée, je suis allé à la clinique de l'UNICEF, qui venait tout juste d'être pillée. Il y avait des enfants allongés sur le sol et agonisants parce que les lits et tout l'équipement avaient été volés par les groupes armés. Cela s'est passé dans la ville de Bentiu qui était protégée par des Casques bleus de l'ONU, un très bon groupe provenant d'un détachement de Mongolie qui inspirait de la crainte à toutes les factions parce qu'il ne leur laissait rien passer. S'il y avait un barrage sur une route, ces Casques bleus fonçaient directement dedans mais, même dans cette situation, la violence...

•(1000)

Dans ces situations, ce que nous devons faire — et c'est une approche très intégrée entre le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, l'Aide à l'enfance et les autres ONG — c'est aller sur le terrain en hélicoptère pour traiter le plus grand nombre possible de personnes souffrant de grave malnutrition aiguë et dispenser des soins médicaux. La violence est tellement grave qu'on est obligé de battre en retraite la nuit et de revenir plus tard, ce qui est une méthode très coûteuse et inefficace pour sauver des vies.

Il y a un soutien canadien pour certaines de ces réponses, que ce soit dans les zones assiégées de la Syrie, avec l'initiative de l'ONG No Lost Generation, ou avec l'argent du fonds L'éducation ne peut attendre, autre grande initiative bénéficiant d'un appui canadien pour encourager la scolarisation des enfants. Par exemple, même à Mossoul-Est, avec l'expulsion de l'EI, nous réussissons maintenant à ouvrir des écoles. J'ai vu l'autre jour des photos merveilleuses d'enfants de Mossoul-Est jouant au football pour la première fois, après des années d'interdiction imposée par l'EI.

Nous allons sur place ouvrir des écoles avec l'aide du fonds L'éducation ne peut attendre. Dans les régions touchées par la famine, nous menons une action humanitaire qui ne porte pas seulement sur l'alimentation et la santé, mais touche aussi l'éducation. Nous croyons en effet que l'éducation est un élément essentiel pour redonner de l'espoir aux populations.

Pour conclure — je vous laisserai ensuite la parole, Monsieur le président — je voudrais parler des opportunités de leadership canadien.

Permettez-moi de dire tout d'abord que le leadership canadien est absolument exceptionnel, depuis de nombreuses années. J'ai travaillé autrefois pour deux premiers ministres britanniques et j'ai eu ainsi l'occasion de voir pendant de nombreuses années l'expression du leadership canadien dans le monde entier à l'occasion de nombreux sommets. J'ai ainsi constaté un puissant leadership canadien sur les questions de santé et de malnutrition infantile et sur la situation des femmes et des filles, ainsi que sur toute la question des réfugiés et, il y a bien longtemps, sur la question du VIH-sida. À mon avis, cela a réellement été un moment décisif pour le leadership canadien sur ces différentes questions.

Je pense que le Canada a un puissant rôle à jouer dans le monde, pas seulement avec son budget d'aide internationale, mais aussi par le truchement de la diplomatie et du leadership, pour faire avancer les choses. Ce leadership est assurément complexe et difficile en cette époque d'incertitude et de grande complexité. Comme de nombreux politiciens se focalisent sur leurs préoccupations intérieures, nous avons besoin de ce leadership. Vous le savez d'ailleurs très bien. En disant cela, je veux simplement vous lancer un appel de la part des Nations Unies: Nous avons plus que jamais besoin de votre leadership.

Je songe à quelques exemples dans mon domaine et je sais qu'il y en a d'autres aux Nations unies, qui vont bien au-delà de ce que nous faisons à l'UNICEF.

Je mentionnerai d'abord cette question de la génération perdue, car je pense que c'est vraiment déterminant. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il y a un nombre considérable d'enfants qui ne vont pas à l'école, à cause de la guerre. Je reviens sur l'exemple que je viens de vous donner, celui de Mossoul où des centaines de milliers d'enfants ont été privés d'éducation. On a maintenant la possibilité de les faire retourner à l'école. Pour l'UNICEF, chacun de ces enfants est important, et je sais que c'est la même chose pour vous. Cela procède également de la politique d'influence que peut mener le

Canada pour rétablir l'espoir et la stabilité en Irak. Il est absolument crucial que ces enfants retrouvent l'espoir dans l'avenir.

C'est ce que nous observons aussi tous les jours en Syrie. J'ai rencontré en Turquie une famille qui était partie pour fuir l'EI et qui m'a raconté ce que faisait l'EI en matière d'éducation, ce qui était totalement contraire à tout ce qu'elle souhaitait pour ses enfants. Il y a un lien direct entre le manque d'éducation et l'extrémisme, et la communauté internationale a mis au point de nouveaux mécanismes, comme la création de fonds pour l'éducation et pour des interventions en cas de crises. Je pense qu'il s'agit là d'une question vraiment très grave et très importante.

Je sais que vous avez eu récemment la visite de Malala. Nous oeuvrons avec elle dans plusieurs pays. Je pense qu'elle est l'exemple vivant, par son action, de l'importance de l'éducation et, de manière plus générale, de la nécessité de gagner la bataille des valeurs.

Deuxièmement, et ceci est relié à ce que je viens de dire et à l'action de Malala, je tiens à souligner l'engagement de votre premier ministre ainsi que de plusieurs de vos gouvernements successifs sur la problématique des femmes et des filles. Je sais que c'est une préoccupation qui transcende les clivages des partis politiques. Je pense que l'on peut actuellement faire de très grands progrès à ce sujet dans le monde, surtout pour les adolescentes.

•(1005)

Compte tenu de ce que j'ai dit tout à l'heure au sujet des progrès réalisés avec les ODM et aussi des défis relatifs aux objectifs de développement durable, je pense qu'il y a deux périodes dans la vie d'un enfant où nous devons faire les choses différemment. C'est d'abord dans la toute petite enfance, et j'y reviendrai dans une minute, puis pendant l'adolescence.

Il n'existe pas de panacée dans ce domaine. Cela concerne l'éducation, le mariage des enfants et la mutilation génitale des femmes. Cela concerne aussi l'accès aux services de santé, y compris des choses aussi élémentaires que d'avoir accès à des toilettes dans les écoles et de lutter contre la violence sexuelle. C'est tout un faisceau de problèmes à résoudre ensemble. Il n'existe pas de baguette magique, comme un vaccin, mais, si l'on parvient à faire ce qu'il faut pour les adolescentes, cela permettra de sauver beaucoup de vies d'enfants. Si on peut aussi assurer la scolarisation des filles, cela leur permettra de participer activement à la vie de leur société. On pourra ainsi faire tomber les barrières, ce qui contribuera à l'économie de leur société. Il y a donc le problème de l'éducation en situation de conflit, la situation des adolescentes, et je mentionnerai aussi toute la question des réfugiés et des migrants, comme vous l'avez mentionné au début et qui constitue un problème immédiat.

Nous avons beaucoup travaillé en vue de la réunion du G7 qui se tiendra dans quelques jours en Sicile, afin de dresser un programme spécifique de soutien des enfants migrants ou réfugiés, dont des centaines de milliers voyagent sans accompagnement, ce qui donne lieu à des situations tragiques. Je me suis trouvé un jour sur un bateau de la garde côtière italienne qui allait repêcher des enfants tombés en mer, et j'ai ainsi appris qu'ils en avaient déjà repêché plusieurs milliers les jours précédents. Toutes les filles et certains garçons m'ont raconté des histoires horribles sur ce qui leur était arrivé. Une fille était partie du Nigéria et avait traversé le Niger. On l'avait vendue pour l'obliger à se prostituer en Italie. Elle avait été détenue dans une cellule souterraine par une milice libyenne et avait été violée quotidiennement pendant huit mois, avant d'être vendue pour aller pratiquer la prostitution dans une gare ferroviaire en Italie. Tous les enfants avaient des histoires de cette nature à raconter. Leur vulnérabilité est totale. Il y en a un nombre considérable — neuf sur dix sont venus par la route centrale de la Méditerranée et aussi par la route de l'Amérique centrale vers les États-Unis sans aucun accompagnement, totalement vulnérables face aux trafiquants.

Nous avons élaboré un programme en six points spécialement à ce sujet, en collaboration avec les Italiens, et nous essayons de le faire approuver par les gouvernements et les chefs de gouvernement. Il fera peut-être l'objet de discussions au G7, je ne sais pas.

Je le mentionne parce que c'est à mon avis relié au leadership canadien sur la question des réfugiés, mais c'est aussi quelque chose qui dépasse largement l'action du Canada et qui est extrêmement préoccupant.

Je pourrais continuer, mais je vais m'arrêter là. Je voulais simplement vous donner quelques exemples de domaines dans lesquels le leadership canadien pourrait changer considérablement les choses, en s'appuyant sur l'action très puissante qu'a déjà menée votre pays. Voilà, monsieur le président, je me tais et je vous rends la parole.

•(1010)

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Forsyth. Vous avez fait une déclaration liminaire très détaillée, ce dont je vous remercie, et je sais que vous êtes allé le plus vite possible afin de nous laisser suffisamment de temps pour les questions.

Je donne donc immédiatement la parole à M. Allison pour ouvrir la période des questions.

**M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de comparaître devant le Comité, monsieur Forsyth, et je remercie l'UNICEF de tout ce qu'elle fait dans le monde.

Je ne dispose que de 5 ou 6 minutes alors que vous en avez 10 ou 15; je n'aurai donc pas le temps de vous poser toutes les questions qui m'intéressent.

Vous avez parlé du Sud-Soudan, des enfants et de nombreux problèmes tels que la santé maternelle et infantile, l'éducation et la vaccination. Quand vous envisagez d'agir dans un pays ou un État défaillant, comme le Sud-Soudan, et que vous voyez tous les problèmes qui s'y posent, par quoi commencez-vous? Comment établissez-vous des priorités? Évidemment, vous allez là où votre intervention est nécessaire, et je sais que votre personnel s'engage dans toutes sortes d'actions différentes. Quand vous vous rendez dans un État défaillant, ou quasi défaillant, comment vous y prenez-vous pour déterminer les actions que vous allez entreprendre, pour obtenir le meilleur résultat possible?

Nous avons déjà parlé du conflit entre les Dinka et les Nuer, qui donne lieu à du nettoyage ethnique, entre autres.

Comment votre organisation s'y prend-elle pour déterminer quelle est la meilleure façon de procéder, celle qui donnera le plus de résultats?

**M. Justin Forsyth:** C'est une très bonne question. Je vais vous donner un exemple, car je pense que c'est précisément une chose à laquelle le nouveau secrétaire général accorde beaucoup d'attention.

La première chose consiste à essayer d'empêcher la défaillance des États, parce qu'il est beaucoup plus difficile de rétablir la situation après coup. Le nouveau secrétaire général essaie de voir si l'on peut agir par la diplomatie, ou s'il faut fournir de l'aide, et quelles mesures on peut prendre pour éviter que les choses dégèrent.

Cela m'a vraiment beaucoup frappé lors de ma récente visite au Myanmar. Je suis allé au Rakhine, où un conflit a éclaté avec les Rohingyas, une population musulmane. Ce que j'ai retenu de ma visite, c'est qu'il y a là-bas un conflit très grave qui risque de dégénérer si on ne parvient pas à l'étouffer immédiatement parce que ces jeunes — qui ont été brutalisés par les Birmans ou par l'armée du Myanmar et qui ont subi des abus des droits humains avant d'être envoyés dans des camps, d'où on ne les autorise pas à partir — finiront plus tard par être recrutés par des extrémistes. Cela commence déjà.

Le Myanmar est un pays qui a une nouvelle dirigeante, Aung San Suu Kyi, qui est absolument déterminée à faire progresser son pays, mais c'est aussi un pays déchiré par un conflit intérieur dans l'État de Rakhine et par un autre conflit au Kachin. Si l'on ne parvient pas à maîtriser ces conflits, cela risque de compromettre l'avenir du Myanmar, et de causer aussi de l'instabilité dans toute la région. L'EI et d'autres organisations du même acabit voient déjà dans les injustices infligées à ces populations l'occasion de les recruter, et il y a un lien très fort avec certains groupes extrémistes du Bangladesh.

Ce n'est qu'un exemple. Kofi Annan a dressé une feuille de route pour s'attaquer à ce problème, et il y a une réunion importante au Myanmar. Il est très important de déployer beaucoup d'efforts pour empêcher des pays comme celui-là de devenir des États défaillants et de basculer dans l'abîme.

Un pays comme le Sud-Soudan est un très bon exemple de pays qui a basculé dans l'abîme et, pour être tout à fait franc, je vous dirai que ce que nous y faisons ne vaut guère mieux que poser un pansement sur la plaie. Nous essayons essentiellement d'aider les enfants à rester en vie parce que tout le reste a échoué. Nous ne nous attaquons pas aux causes profondes. Pour cela, il faudrait du leadership, et il faudrait que les dirigeants de ce pays, des deux côtés, soient à la hauteur de la situation. Il faudrait qu'ils parviennent à un accord, il faudrait qu'ils aillent de l'avant.

La communauté internationale peut les aider dans cette voie, mais on a déjà consenti beaucoup d'efforts et versé beaucoup d'argent au Sud-Soudan, dont une partie provenait du Canada. Mais tant que les politiciens ne feront pas preuve de leadership, aussi bien ceux du gouvernement que de l'opposition, il sera très difficile de faire des progrès.

La seule chose que la communauté internationale pourrait faire mieux que dans le passé, c'est à mon avis dans le domaine du maintien de la paix. Cependant, cela ne ferait que maintenir le couvercle sur la marmite et ne réglerait pas le fond du problème, et je ne pense pas que l'opération de maintien de la paix au Sud-Soudan ait été très efficace. Quand la violence a éclaté à Juba, on a tous entendu parler des terribles viols et assassinats de certains journalistes étrangers et membres d'organismes d'aide, mais il n'y a pas eu que ça. Des milliers et des milliers de femmes pas seulement du Sud-Soudan, mais aussi du Kenya et de l'Éthiopie, ont aussi été violées. Les histoires que j'ai entendues à Juba — au sujet de membres des milices qui arrêtaient des Kenyanes et des Éthiopiennes pour les emmener dans les bois et les détenir dans des camps afin de les violer pendant des semaines — n'ont jamais retenu l'attention de la communauté internationale. Tout ce dont on entendait parler, c'étaient les viols horribles et totalement inacceptables des femmes qui travaillaient pour des organismes d'aide, mais les agents de maintien de la paix... On peut se demander à quoi sert une mission de maintien de la paix si ses membres sont incapables d'intervenir dans ce genre de situation.

Pour ce qui est du maintien de la paix, nous pouvons faire plus, mais, en dernière analyse, dans un cas comme celui du Sud-Soudan, la famine a été causée par l'homme et elle ne peut être réglée que si les politiciens font preuve de leadership.

•(1015)

**M. Dean Allison:** Je peux revenir.

**Le président:** C'est fort aimable à vous. Je vous en remercie.

Monsieur Sidhu, la parole est à vous.

**M. Jati Sidhu (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, Lib.):** Je vous remercie, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur, d'être venu vous entretenir avec nous ce matin.

Notre approche à l'aide humanitaire dans le monde a évolué un peu. Ce n'est plus la même que dans les années 1980, alors que nous décidions de distribuer du riz sans vraiment tenir compte des besoins de la base. Dans toutes les régions du monde, nous visons à assurer la pérennité des collectivités. J'aimerais vous entendre nous parler de l'importance des approches au développement qui dotent les citoyens de moyens d'action et qui favorisent les efforts locaux avec, par exemple, des initiatives de microcrédit pour financer le démarrage de petites entreprises locales.

Quelles sont les politiques de l'UNICEF en la matière?

**M. Justin Forsyth:** Je trouve votre commentaire tout à fait pertinent. J'ai évoqué les bons et les mauvais côtés des choses. En ce qui concerne les bons côtés et la lutte contre les inégalités, ce que vous avez dit est particulièrement important. Je suis d'avis que si nous précipitons les changements en matière d'éducation, de santé, de changement climatique, et que nous nous attaquons à toutes ces questions, les solutions apparaîtraient au niveau local et proviendraient de la société civile.

C'est un domaine dans lequel je suis plus optimiste. Même dans les endroits où nous sommes confrontés à de grosses difficultés, l'une des évolutions les plus marquantes au cours des dernières années — et je me permets de vous rappeler que je viens de la société civile et des ONG et que j'ai oeuvré un peu dans des organismes gouvernementaux et que cela ne fait qu'un an que je suis aux Nations unies — a précisément été la forte croissance de la société civile. Prenons le cas d'un pays comme le Kenya. C'est une démocratie qui éprouve d'importantes difficultés dans le domaine de

la gouvernance. Toutefois, quand on compare sa situation d'aujourd'hui à ce qu'elle était il y a 10 ou 15 ans, force est de constater le dynamisme de sa société civile. Les médias y sont devenus une force. Les difficultés n'empêchent pas la société civile d'exercer sa vigilance et sa surveillance de l'action gouvernementale. Sur le terrain, on constate que le microcrédit est disponible, qu'il existe des programmes d'autonomisation des femmes, des cliniques de santé et des écoles.

Il faut toutefois convenir que le renforcement de la société civile n'est pas le seul élément déterminant. Il y a aussi un secteur privé dont les entreprises locales font la différence. Notre rôle, à l'UNICEF, n'est pas toujours de tout faire. Notre efficacité tient au fait que nous pouvons contribuer à regrouper certains de ces intervenants. Prenons encore l'exemple du Kenya, où nous travaillons dans le Nord. C'est une région qui se distingue du reste du pays par son niveau de pauvreté. Dans la région de Wajir et dans les autres régions avoisinantes, ce niveau est sensiblement le même que dans les autres régions défavorisées du reste de l'Afrique. Par contre, le sud du pays a enregistré d'énormes progrès. Nous collaborons avec les banques kényanes à l'élaboration de modalités de crédit, avec Safaricom à l'emploi de technologies mobiles pour procéder à des virements d'espèces et avec des ONG kényanes pour nous assurer de l'amélioration des programmes de santé et d'éducation destinés aux laissés-pour-compte. Avec l'aide des Nations unies, l'UNICEF peut amener ces divers groupes à collaborer au lieu de tenter elle-même de tout faire. Je suis d'avis que la liaison entre ce qui se fait au niveau local et au niveau mondial constitue un mécanisme d'entraînement réellement efficace. En ce sens, votre commentaire me paraît tout à fait pertinent.

•(1020)

**M. Jati Sidhu:** Est-ce que ces approches sont accueillies favorablement sur le terrain?

**M. Justin Forsyth:** Oui, elles le sont. Je suis persuadé que tout le monde est convaincu, et je sais que c'est ce que les politiciens canadiens que vous êtes diriez, que ce sont les changements au niveau local qui, au bout du compte, sont durables. Cela s'applique aussi aux grandes organisations internationales. Dans les organismes des Nations unies, comme l'UNICEF, nous nous efforçons de travailler au niveau local. Quantité de nos employés sont des locaux et nos structures sont aussi locales. Par contre, les vrais locaux sont les ONG locales, la société civile locale et les gouvernements locaux. D'autres aspects de la situation évoluent également. On note la croissance des villes et des administrations municipales, et le rôle qu'elles jouent comme agent de changement. Nous l'avons constaté fréquemment dans des pays comme l'Inde, mais nous observons que cela se produit également maintenant dans des endroits comme le Niger. Les maires et les villes deviennent des agents de changement efficaces.

Quant à savoir comment combiner tous ces éléments, notre travail consiste en partie à amener les gens à travailler ensemble et à aider les gouvernements à atteindre cet objectif. La seule réserve que je ferai concerne les endroits où la violence est endémique, car la société civile et les ONG peuvent servir de façade à certains des groupes violents. Il faut avoir une bonne connaissance de la politique locale. Il y a des quantités d'endroits où l'action humanitaire, quelle que soit sa forme, risque d'être soumise à des pressions politiques. Des ONG peuvent devenir l'instrument de leaders de milice, de politiciens. C'est un danger dont il faut être conscient pour parvenir à naviguer entre toutes ces complexités politiques.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Sidhu.

La parole est à vous, madame Laverdière.

[Français]

**Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Forsyth, je vous remercie de votre présentation très intéressante et de vos suggestions sur les domaines où le Canada peut faire preuve de leadership et sur ceux où il le fait déjà.

Voici le seul élément que je me permets d'ajouter à votre présentation. Si le Canada avait un échancier pour que ses contributions en développement international atteignent 0,7 % de son produit intérieur brut, comme l'a fait la Grande-Bretagne avec beaucoup de courage, ce serait une très bonne chose.

Cela dit, ma question va au-delà du travail extraordinaire que vous faites pour les enfants du monde entier.

Quelles sont les répercussions actuelles ou appréhendées de la nouvelle administration américaine tant sur l'UNICEF que sur les autres composantes de l'organisation?

Merci.

[Traduction]

**M. Justin Forsyth:** Je vous remercie.

Ce sont là des questions importantes. En ce qui concerne le 0,7 %, nous espérons que le Canada s'en approchera. Comme vous l'avez dit, c'est un objectif important. Acquitter ce pourcentage contribuerait, à mon avis, à faire du Canada l'un des leaders dans le monde. Le Canada a joué un rôle très important non seulement en versant des fonds, mais en prenant également le leadership sur un certain nombre de questions, pendant de nombreuses années, qu'il s'agisse de la santé des enfants ou du taux de mortalité maternelle, de l'autonomisation des femmes et des filles, sans oublier la question des réfugiés. L'aide monétaire qu'il versera viendra en complément et contribuera à maximiser ce leadership, et à lui permettre d'en tirer tout le parti possible.

Je sais qu'il faut du temps pour parvenir à ce taux de 0,7 %, ayant suivi ce cheminement au Royaume-Uni. Cela prend des années, mais je crois qu'il est très important de disposer d'un plan pour s'en approcher de plus en plus. Nous savons fort bien que l'aide financière n'est pas la solution magique à tous ces problèmes, mais elle en fait partie. Encore une fois, en ces temps incertains, elle constitue un élément important de cet ensemble de stratégies nécessaires pour s'attaquer à tous les problèmes dont nous avons parlé aujourd'hui.

Pour en venir maintenant à l'administration américaine, comme vous le savez, cela fait longtemps que les États-Unis sont le pays qui contribue le plus au budget de l'UNICEF. Il y a d'ailleurs lieu de préciser ici que cette aide vient effectivement de l'administration américaine, mais aussi du public américain. Nous recueillons davantage de fonds auprès du public américain et nous avons davantage de soutien aux États-Unis que n'importe où ailleurs dans le monde, non pas par habitant, mais en chiffres absolus.

Nous voyons certains signes encourageants. D'après les propositions de financement adressées au Congrès cette année, nos revenus de base vont augmenter sous cette administration. Ce n'est pas le cas de tous les organismes des Nations unies, mais nous ignorons à quoi nous devons nous attendre pour 2018 et 2019. Pour être honnête, je ne peux que vous dire que nous l'ignorons. Nous en parlons avec l'administration américaine, mais quantité de sujets sont déjà inscrits à son ordre du jour. J'ignore si nous sommes en tête de liste actuellement. J'ignore donc à quel résultat nous devons nous

attendre. Nous espérons que nous pourrions maintenir en vie le partenariat très efficace que nous avons noué avec le gouvernement américain et avec cette administration. Nous avons de nombreux amis de tous les partis politiques à Washington. Nous en avons également au sein de cette administration, mais il est trop tôt pour évaluer quelles seront les répercussions à long terme de toutes les décisions que les États-Unis prendront concernant l'UNICEF ou les Nations unies.

La tâche qui nous incombe, à titre d'organisme des Nations unies, est de documenter les répercussions et les résultats que nous obtenons sur le terrain et nous espérons que tout au long du dialogue que nous aurons avec eux, les responsables américains prendront la mesure de l'intérêt qu'il y a à investir dans les enfants.

C'est également à peu de choses près ce que nous dirons à l'occasion du sommet du G7 qui doit se tenir dans quelques semaines. J'espère que, même si vous deviez ne pas être d'accord sur certaines des questions les plus importantes, tout le monde peut s'entendre sur le sort des enfants. C'est, d'une certaine façon, notre message.

• (1025)

[Français]

**Mme Hélène Laverdière:** Vous avez fait des commentaires extrêmement pertinents au sujet de l'importance de l'éducation pour prévenir l'extrémisme dans des situations difficiles, par exemple en Syrie, dans les camps de réfugiés en République centrafricaine et un peu partout.

Travaillez-vous aussi conjointement avec le Partenariat mondial pour l'éducation? Avez-vous un partenariat avec cet organisme?

[Traduction]

**M. Justin Forsyth:** Oui, nous le faisons et nous siégeons à son conseil d'administration. Nous sommes l'un de ses partenaires. Le Partenariat mondial pour l'éducation est donc un outil pour élaborer une stratégie et mobiliser ses partenaires pour réapprovisionner son budget, et disposer des fonds nécessaires.

Nous étudions également à huis clos des propositions concernant un nouvel organisme de financement de l'éducation, mais il se peut que celui-ci ne soit pas rendu public avant la tenue du Sommet du G20 qu'accueillera la chancelière Merkel. J'ai le sentiment qu'il y a actuellement beaucoup de discussions sur ce que nous devons faire en priorité dans le domaine de l'éducation.

On s'intéresse actuellement beaucoup aux questions concernant les adolescentes, mais aussi à la façon de dispenser l'éducation en présence de conflits. C'est là qu'intervient le lien et c'est la raison pour laquelle l'appui du Canada s'est révélé aussi important dans le cadre de l'initiative Non à une génération perdue! Le moyen le plus efficace de lutte contre l'extrémisme est de susciter de l'espoir. C'est aussi le plus important déterminant de la vie d'un enfant.

Après avoir passé les cinq ou six dernières années en Europe à me consacrer à la crise syrienne, je suis d'avis, et madame Hyde pourrait aussi vous en parler puisqu'elle était notre représentante en Jordanie et connaît très bien cette question, que beaucoup de gens ont commencé à se rendre en Europe quand ils ont constaté qu'il était vain d'espérer que leurs enfants bénéficient d'une bonne éducation. Ce ne sont pas uniquement la réduction des rations alimentaires et les difficultés de la vie qui les y ont poussés. C'est que, tout d'un coup, après toutes ces années de promesses, les habitants de la vallée de la Bekaa et d'autres endroits ont réalisé que leurs enfants n'avaient plus aucune chance d'aller à l'école. C'est ce qui les a décidés tout d'un coup à vouloir s'expatrier.



Ils sont donc devenus des migrants et des réfugiés. Je crois aussi qu'ils se sont sentis plus vulnérables à l'extrémisme et à l'idéologie. Je sais que, par exemple dans la vallée de la Bekaa, où les enfants ne fréquentaient plus l'école, d'autres types d'écoles sont apparues, gérées par d'autres intervenants et leur enseignement ne constitue pas ce qu'on appelle une éducation. Si nous voulions laisser l'extrémisme s'enraciner chez les jeunes, nous n'investirions pas dans l'éducation. Environ la moitié des enfants de cette région ne fréquente toujours pas l'école.

Madame Hyde, aimeriez-vous ajouter quelque chose?

•(1030)

[Français]

**Mme Dominique Isabelle Hyde (directrice adjointe, UNICEF):** Merci beaucoup de votre question.

Je pense que le Canada doit continuer d'investir dans le domaine de l'éducation dans les pays en développement, mais aussi lorsqu'il y a des situations d'urgence. Selon ce qu'on sait, l'investissement dans l'éducation, surtout celle des filles, fait une grosse différence en matière de santé. Le Canada a beaucoup investi dans tout ce qui touche la prévention du mariage précoce, qui a un lien direct avec le niveau d'éducation des filles.

Il y a une autre réalité qu'on observe au Moyen-Orient et en Asie. De plus de plus de garçons quittent l'école très tôt parce que les systèmes ne sont pas en place pour qu'ils puissent trouver ensuite un emploi. Il faut qu'il y ait des réformes et de l'investissement dans ce domaine. On parle beaucoup de l'éducation des filles et on doit continuer à en parler, mais l'éducation des garçons est importante aussi. Il faut également s'occuper des garçons qui sont dans des conflits armés. M. Roméo Dallaire a fait beaucoup de travail à ce sujet, tout comme Mme Louise Arbour l'a fait dans son poste précédent. Elle continue à faire du travail dans ce domaine à titre de représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la migration internationale. Elle fait maintenant avancer la cause des enfants et la migration.

Merci d'avoir soulevé ce point.

**Le président:** Merci, madame Laverdière.

[Traduction]

Monsieur Saini, la parole est maintenant à vous.

**M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.):** Bonjour à vous deux et merci d'être venus nous rencontrer ce matin.

Sachant que l'UNICEF a mis sur pied des partenariats avec quantité d'organisations, j'ai deux questions à vous poser dont la portée est assez large. La première, qui m'intéresse tout particulièrement, concerne la Campagne internationale pour interdire les mines, en abrégé l'ICBL, surtout que nous célébrons cette année le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention d'Ottawa.

Je sais que vous avez collaboré avec cet organisme à la mise sur pied, entre autres, de programmes d'éducation sur les risques que présentent les mines. Seriez-vous en mesure de nous dire dans quelle mesure cette collaboration a été couronnée de succès et quel est précisément le travail que vous avez fait? Je sais que vous avez constitué des équipes d'intervention à court terme dans différentes régions pour contribuer à éliminer ces mines, ou au moins pour les trouver et les désamorcer.

**M. Justin Forsyth:** Je crois que cette convention et les progrès réalisés se sont avérés avoir des effets extraordinaires pour l'amélioration des conditions de vie d'un très grand nombre de familles. Vous savez comme moi qu'il s'agit de permettre aux gens

d'aller travailler en toute sécurité dans leurs champs, de s'approvisionner en eau, et aux enfants de se rendre à l'école. C'est donc un travail qui a des répercussions directes sur la vie de nombreux enfants.

Je crois savoir, mais je n'ai pas tous les faits ni tous les chiffres sous les yeux, que nous sommes impliqués dans un grand nombre de régions à travers le monde à travailler avec divers groupes et ONG à la sensibilisation aux mines. Il ne suffit pas en effet de les désamorcer et de les enlever. La sensibilisation est également très importante afin que les enfants ne ramassent pas par accident des armes ou des mines pouvant exploser. Notre travail n'a pas tant consisté à faire du déminage, même s'il se peut que nous en ayons fait, mais davantage à sensibiliser et à apporter un appui à la mise en oeuvre d'initiatives qui soient vraiment communautaires. C'est ce que nous avons fait dans de nombreux pays à travers le monde, comme en Afghanistan, au Sri Lanka et dans quantité d'autres pays.

Une fois encore, ce que nous avons constaté plus récemment est l'usage inconsidéré d'armes, pas majoritairement de mines, même si on en trouve en Syrie, mais aussi des munitions à fragmentation au Yémen, des munitions et des explosifs à fort pouvoir détonant dans des régions assiégées, comme celle d'Alep, où ces armes ont des effets disproportionnés sur les enfants. Lorsque l'on tire avec ces armes puissantes sur des constructions, les enfants sont les plus vulnérables et ce sont eux qui risquent le plus d'être touchés. Les types de blessures et de traumatismes dont ils sont victimes sont choquants.

Ce que nous tentons de faire est de conserver et d'amplifier l'énergie qui s'est manifestée pendant la campagne de lutte contre les mines pour nous permettre de faire des progrès dans la lutte contre les munitions à fragmentation et les autres types d'armes qui blessent tout particulièrement les enfants.

Je tiens à nouveau à féliciter le Canada du leadership qu'il a exercé sur ces questions depuis de nombreuses années. C'est un autre très bon exemple de la façon dont le leadership canadien a modifié le monde.

**M. Raj Saini:** Ma seconde question porte sur un sujet que vous avez abordé, je crois, dans votre préambule. Je veux vous parler de la question de l'eau et de l'importance de son assainissement. Nous savons en effet qu'en ce moment une personne sur trois dans le monde n'a pas accès à des installations d'assainissement convenables.

Je sais que vous avez mis en oeuvre un programme conjoint avec l'Organisation mondiale de la santé pour traiter les maladies tropicales négligées. Or, il se trouve que ces maladies, qui touchent les plus pauvres, parmi lesquels les enfants sont les plus vulnérables, sont probablement les plus faciles à traiter. Quels sont les effets de ce programme conjoint? Quels programmes mettez-vous en place? Sont-ils efficaces? Je sais qu'il n'y a pas d'objectifs de développement durable pour les maladies tropicales négligées, mais vous parlez de soins de santé universels et d'autres questions de cette nature. Je crois qu'on vise maintenant l'éradication de ces maladies d'ici 2030. Qu'avez-vous prévu de faire dans ce domaine?

•(1035)

**M. Justin Forsyth:** C'est là un autre très bon exemple du type de coalitions nécessaires pour réaliser des progrès parce que, dans le cas des maladies tropicales négligées et de la question plus vaste de l'eau et de son assainissement, je dirais que nous n'allons pas réussir comme il faut que nous le fassions, ni consolider les résultats déjà obtenus, sans ces coalitions de gouvernements et d'entités du secteur privé. Ce dernier s'est révélé un élément déterminant des réussites en la matière, tout comme l'Organisation mondiale de la santé et de nombreuses ONG, ainsi que des personnes, comme l'ancien président Jimmy Carter, qui se sont portées à la défense de cette question.

Comme vous le savez, nous avons enregistré des progrès énormes dans des régions d'Afrique occidentale et dans d'autres parties du monde dans la lutte contre la dracontiasse à la suite d'interventions très précises qui ont fait appel à de nouveaux médicaments, mais également à des programmes de sensibilisation et d'assainissement de l'eau. Je n'ai pas les chiffres exacts, peut-être les avez-vous, mais la réduction de l'occurrence de cette maladie à la suite de cet effort intense a été vraiment remarquable.

Je dirais qu'il est possible de faire ce type de progrès dans la lutte contre les maladies tropicales négligées, comme nous venons de le faire dans la lutte contre la poliomyélite. Nous pourrions également enregistrer des progrès très réels dans les cas de diarrhée, de pneumonies et de malaria. En règle générale, ce sont les questions concernant l'eau et son assainissement qui posent le plus de difficultés. Or, la qualité de l'eau est souvent à l'origine de maladies comme les diarrhées ou même les maladies tropicales négligées. Il faut absolument lancer une campagne sur cette question parce que la défécation à ciel ouvert constitue une grande partie du problème. Il faut changer les comportements dans les écoles et dans les communautés et insister sur la nécessité de se laver les mains. Il faut aussi mettre en place un système complètement nouveau, peu coûteux et largement accessible d'installations sanitaires, de latrines et de centres de traitement d'éléments comme les rotavirus.

On parle ici de recherche et de développement. Il faut mettre au point un produit répondant à ces exigences. Cela doit relever d'une stratégie de modification du comportement et il faut ensuite que les gouvernements appuient cette initiative avec l'aide des ONG. Il apparaît donc que, d'ici 10 à 15 ans, nous devrions parvenir à faire des progrès sur des questions précises, qu'il s'agisse des maladies tropicales négligées ou de la poliomyélite, mais qu'à moins que nous nous attaquions aux questions structurelles de façon plus complète, nous ne verrons pas des progrès beaucoup plus importants. Je pense que cela s'applique à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'au renforcement des systèmes de santé. Ce sont là aussi des questions que le Canada a défendues énergiquement par le passé.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Saini.

Monsieur McKay, nous vous écoutons.

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Cela fait maintenant près d'une heure que vous faites votre exposé et nous ne vous avons pas entendu prononcer une seule fois le mot « religion ». Pourtant, partout dans le monde, presque sans exception, la quasi-totalité des conflits est motivée, au départ, par des questions religieuses. Dans presque tous les pays que vous avez évoqués, dans lesquels des enfants sont en mauvaise posture, des conflits religieux sont à l'origine des problèmes ou en sont le principal motif.

La pensée libérale est allergique à la discussion des raisons essentielles des conflits religieux. C'est pourquoi je suis curieux de

savoir comment les Nations unies en particulier, et plus précisément votre organisation, abordent cette question. Lorsque vous vous rendez dans une région donnée, comment faites-vous pour impliquer les autorités religieuses afin de réduire les tensions entre les parties au conflit?

Vous avez parlé du Myanmar. Il s'agit dans ce pays d'un conflit entre les musulmans et les bouddhistes. En Inde, les hindous, les chrétiens et les sikhs vivent des difficultés. Le Pakistan n'a aucune tolérance pour les religions minoritaires. Il se pourrait fort bien aussi qu'au Kurdistan un conflit émerge entre la majorité et des groupes religieux minoritaires. Vous connaissez la situation bien mieux que moi.

Je serais curieux de savoir comment vous envisagez de fournir de l'aide et d'intervenir dans ces régions sans faire état des conflits religieux.

**M. Justin Forsyth:** J'ai effectivement mentionné beaucoup d'éléments, sans jamais prononcer le mot « religion ». Je conviens toutefois avec vous que la religion joue un rôle très important et qu'elle a beaucoup à voir avec l'identité.

Partout où nous travaillons, notre approche prend un tour négatif, en se heurtant à certains usages, mais nous nous efforçons aussi de lui donner un tour positif. C'est ainsi que, en Égypte, nous avons fait un travail extraordinaire avec les musulmans, les chrétiens, les coptes et avec d'autres groupes religieux. Ils ont tous mené conjointement une campagne, la première dans l'histoire égyptienne, pour mettre un terme à la violence contre les enfants, et en particulier pour faire cesser les mutilations génitales des femmes. Ce fut une campagne étonnante pendant toute une période en Égypte avec les discours prononcés dans les chaires et dans les mosquées. Tous les participants ont véhiculé le même message. Ils ont donné des conférences de presse sur les médias sociaux, rejoignant des millions de personnes. Voilà donc un exemple positif. Nous procédons de cette façon dans un grand nombre de pays, en particulier dans le cas des campagnes qui impliquent une évolution des idées et des croyances car, comme vous l'avez dit fort à propos, la religion explique une part très importante des idées et des croyances des gens. Une grande partie de notre travail est consacrée à la violence contre les enfants. Il y a beaucoup de formes de violence, pas uniquement les mutilations génitales des femmes ni les abus, mais également d'autres formes de violence contre les enfants. Pour ces questions, nous tirons parti de l'emprise des religieux sur la population.

Il y a par contre des endroits où il est plus difficile de travailler. Nous devons naviguer à vue et tenter d'atténuer les difficultés. Je peux vous donner l'exemple du Myanmar où le gouvernement... Mais il y a aussi... Il faut que je fasse très attention aux termes que j'utilise parce que nous avons du personnel sur le terrain et je dois veiller à sa sécurité. Certains groupes bouddhistes peuvent se montrer très agressifs. Nous les rencontrons en privé, comme le font les représentants de l'ONU, et nous leur parlons des répercussions de leur comportement. Nous tentons de le faire évoluer. Les Nations unies les font participer à différentes discussions... mais cela présente des risques élevés pour notre personnel. Ce n'est là qu'un exemple.

Il y a encore des endroits où les choses sont beaucoup plus difficiles, comme au Moyen-Orient. Les problèmes ne se limitent pas aux tensions entre les sunnites et les chiïtes. Nous nous présentons comme un acteur impartial qui ne fait qu'accorder la priorité aux enfants. Nous avons la possibilité de nous entretenir avec diverses milices et divers groupes religieux. Malheureusement, la politique vient tout compliquer.

Au fond, ce que nous essayons de faire est de naviguer le mieux possible dans ces méandres et de modifier concrètement les comportements sur le terrain, tout en tirant parti le mieux possible des religions.

La question qui se pose maintenant est de savoir si nous pouvons procéder de cette façon à une plus grande échelle. Je crois que c'est là un vrai défi pour les Nations unies, qui ont le pouvoir de réunir des gens d'opinions divergentes. Nous nous efforçons de faire discuter entre eux les principaux leaders religieux pour avoir le plus d'effets possible sur certaines de ces situations. À titre d'exemple, c'est là une approche qui intéresse le pape actuel. Lors de sa visite en Égypte, il a tendu la main à certains des principaux leaders islamiques. Nous menons également quelques initiatives sur ces questions dans les coulisses.

Vous voyez donc que je partage complètement votre analyse. Je crois que beaucoup de choses se passent sur le terrain, mais votre question nous demande si nous pourrions en faire davantage. Je conviens bien volontiers qu'il serait possible d'en faire davantage en la matière. Il est inutile de se voiler la face. Au bout du compte, c'est là une cause importante de quantité de souffrances supportées par les gens.

● (1040)

**Le président:** Je vous remercie.

Je donne maintenant la parole à M. Kent.

**L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC):** J'ai une question à vous poser qui a probablement une vaste portée, mais j'aimerais simplement que vous me fassiez part de vos réflexions de nature générale sur ce sujet.

Permettez-moi de commencer par vous dire que je trouve que l'UNICEF se détache des autres organismes de l'ONU qui n'ont pas réussi à mettre en place une gestion contemporaine et à évoluer pour faire face à des défis très différents qui ne cessent d'évoluer.

Vous avez évoqué tout à l'heure l'engagement du nouveau secrétaire général à réformer les systèmes et les approches. Lorsqu'on aborde ce sujet, je me souviens de l'essai qu'Anthony Banbury a publié l'an dernier dans lequel il compare de façon générale les Nations unies à une machine à écrire Remington dans une époque de téléphones intelligents.

Lorsqu'on veut s'attaquer aux défis humanitaires contemporains, il semble que le terme « souveraineté » pose un problème. Les États souverains sont censés assumer la responsabilité de traiter avec des organismes comme le vôtre, comme le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ou UNHCR, comme l'Administration de l'ONU pour le secours et la reconstruction en Cisjordanie, à Gaza et au Soudan du Sud, mais il arrive très fréquemment que l'État souverain ne manifeste aucun intérêt pour la fourniture de services de soutien humanitaire ni à permettre qu'ils soient dispensés. C'est ainsi que l'Irak n'assume aucune responsabilité envers ses résidents déplacés dans la région autonome kurde. Cette région autonome n'a pas elle-même les moyens de s'en occuper. L'UNHCR semble avoir une vision très étroite de qui est une personne détentrice du statut de réfugié. Nous observons le même phénomène concernant les

personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au Soudan du Sud et dans d'autres pays.

Quelles sont les réflexions que cela vous inspire? Je ne veux pas vous pousser à faire des indiscretions, mais que pensez-vous de la possibilité de réformer les Nations unies du sommet vers la base? Vous nous avez dit que le maintien de la paix ne fonctionne tout simplement pas comme il le devrait en Afrique ces jours-ci. Comment devrions-nous procéder? Il y a tellement de pays aux Nations unies qui tiennent à modifier des processus qui n'ont rien à voir avec la réforme, la modernisation et la mise à jour de l'organisation.

● (1045)

**M. Justin Forsyth:** J'imagine que vous avez une meilleure réponse que celle que je pourrais vous donner.

Encore une fois, la situation n'est pas nécessairement exactement la même qu'à l'UNICEF, mais les Nations unies partagent les forces et les faiblesses de leurs membres. Nombre de choses auxquelles vous avez fait allusion auraient des répercussions sur le Conseil de sécurité. Si celui-ci est le lieu de désaccords profonds, comme c'est le cas sur la Syrie et sur d'autres conflits, il s'avère très difficile pour les organismes de l'ONU, ou de n'importe quelle entité de l'ONU, de faire plus que de ramasser les morceaux ou, comme je l'ai dit plus tôt, de poser des bandages sur les blessures. C'est un domaine dans lequel il faut que nous soyons réalistes. Les décisions ne nous appartiennent pas. Elles relèvent davantage de votre gouvernement et de ceux des autres pays à qui il incombe de régler les problèmes du Conseil de sécurité et de tenter de parvenir à un consensus. Je crois que c'est là que le leadership doit intervenir. Comme vous le savez, beaucoup de gens à travers le monde voient dans le Canada un pays fort. En ces temps incertains, vous avez la possibilité que vous avez déjà eue par le passé, et vous nous en avez donné de nombreux exemples, de prendre le leadership sur ces questions de politique internationale. Ce n'est pas un rôle nouveau pour le Canada. C'est votre rôle de parlementaire, mais également le rôle de votre gouvernement. Il n'y a qu'un petit nombre de gouvernements à travers le monde qui veulent s'engager de cette façon.

En ce qui concerne la réforme plus vaste de l'ONU, je pense que le secrétaire général a tout à fait raison de vouloir régler les problèmes de bureaucratie et d'inefficacité. Le fonctionnement de certaines entités de l'ONU doit être revu et modernisé... Lorsque je me suis joint aux Nations unies, j'ai été choqué par un certain nombre de choses. Cela s'explique en partie par le poids de nombreux facteurs historiques. Il faut aussi rappeler que de nombreux organes directeurs sont composés de représentants de gouvernements qui exercent à l'occasion des pressions pour prendre des décisions qui ne se révèlent pas très efficaces, que ce soit pour les transferts de personnel ou pour les modalités de préparation des budgets. Ce sont des domaines dans lesquels il y a beaucoup de réformes à faire. Je pense également que nous devrions pouvoir collaborer mieux que nous ne le faisons actuellement.

Je crois aussi qu'il y a un certain nombre de réussites dont on parle fort peu. On peut en donner comme exemple la collaboration de l'UNICEF avec le PAM, avec l'UNHCR et avec le FNUAP pour lutter contre les mutilations génitales des femmes et les mariages précoces, ou encore nos efforts dans le domaine humanitaire. Ensemble, nous mettons en oeuvre des programmes très importants. Avec la collaboration de l'OMS et du PNUD, et avec l'appui financier très conséquent de la Banque mondiale, nous avons lancé un nouveau programme sur la santé et la nutrition des enfants au Yémen, programme qui est doté d'un budget de centaines de millions de dollars. Il faut néanmoins que nous en fassions plus. Nous devons chercher comment obtenir de meilleurs résultats et favoriser les changements.

Comme je suis encore relativement nouveau à l'ONU, tout ce que je peux vous dire est qu'il me semble que c'est lorsqu'elle n'est pas claire sur les objectifs qu'elle cherche à atteindre que l'organisation se trouve dans la pire situation. Je sais que cela se rapproche d'une lapalissade, mais je pense que si nous disions clairement que nous voulions éliminer certaines de ces maladies négligées ou la poliomyélite, ou que nous voulions que toutes les filles aillent à l'école, que ce soit au niveau d'un pays ou de la planète, beaucoup de gens se rallieraient à ces objectifs et le regroupement de leurs énergies nous permettrait d'atteindre nos objectifs. Si nous nous contentons sans fin de discuter de ces questions, comme on en a parfois l'impression à New York, tout le monde tourne en rond. Beaucoup de discussions new-yorkaises portent sur les processus. Je ne comprends pas la moitié du jargon utilisé dans ces discussions et je suis convaincu qu'il en serait de même pour vous. Je crois que c'est un problème qui ne concerne pas uniquement les Nations unies. Les États membres contribuent également à obscurcir ces discussions en s'intéressant exclusivement et indéfiniment aux processus plutôt qu'aux questions importantes qui ont besoin d'être révisées. Même si c'est une autre lapalissade, c'est ma vision de la situation.

**Le président:** Chers collègues, c'est tout le temps dont nous disposons.

Je tiens à remercier chaleureusement Mme Hyde et M. Forsyth d'être venus nous faire le point de la situation à l'UNICEF.

Certains membres de notre comité sont peut-être trop jeunes pour se souvenir de l'époque à laquelle l'UNICEF a joué un rôle important à l'Halloween. Pour moi, je m'en souviens fort bien. Lorsque j'étais enfant, il n'était pas question de passer à cette occasion de maison en maison sans avoir une tirelire en carton de l'UNICEF. Celui qui aurait osé le faire aurait été exclu du groupe parce que recueillir de l'argent pour l'UNICEF à cette occasion était fortement moussé à l'école. Cela fait longtemps que l'UNICEF est présent dans nos vies. C'est un organisme qui a enregistré des résultats importants dans le monde. Nous en sommes, bien évidemment, de fermes partisans. Comme l'a dit M. Kent, nous cherchons nous aussi des solutions qui permettraient à l'ONU d'aller de l'avant dans un monde qui évolue rapidement, et pas toujours dans le bon sens. Le Canada espère jouer un rôle important dans cette recherche de solutions.

Je tiens à nouveau à vous remercier très sincèrement, monsieur Forsyth. Nous venons de passer une heure très agréable au cours de laquelle nous avons appris quantité de choses.

Chers collègues, avant de lever la séance, permettez-moi de vous rappeler que nous allons rencontrer mercredi 17 mai des ambassadeurs et des députés d'Asie centrale à l'occasion d'un déjeuner. N'oubliez pas que vous êtes invités.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que nous travaillons actuellement sur deux dossiers. Nous allons en effet entamer une étude sur une initiative de financement du développement, peut-être dès la semaine prochaine. Nous allons essayer d'avancer sur les deux dossiers parce que nous tenons à ce que certaines initiatives que nous nous sommes engagés à mener progressent. Nous vous préviendrons par écrit, demain ou dans les jours qui suivent, du moment où nous allons entamer ce travail.

Nous avons eu ce matin une réunion très intéressante et très productive. Merci beaucoup à tous. Nous nous reverrons la semaine prochaine.

La séance est levée.

---







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>